

Elevages
9, rue du sabot
22440 PLOUFRAGAN

PLOUFRAGAN, le 11/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

AVRIL NOEL

LOURMEL
22400 Andel

Références : [référence à compléter](#)
Code AIOT : 0052200059

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2023 dans l'établissement AVRIL NOEL implanté LOURMEL 22400 Andel. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AVRIL NOEL
- LOURMEL 22400 Andel
- Code AIOT : 0052200059
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

l exploitation a un atelier avicole

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- [à compléter](#)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect mise en demeure	Arrêté Préfectoral du 15/11/2021, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

levé de la mise en demeure en date du 18/11/2019

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect mise en demeure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2021, article 1
Thème(s) : Élevage, Mesure administrative
Prescription contrôlée : Monsieur Noël AVRIL, sis à Andel au lieu-dit Lourmel, est mis en demeure, à compter de la réception du présent arrêté, de respecter : - dans un délai de trois mois : • l'article 3.2.5.3 de l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2004 qui prévoit une plate forme étanche d'une surface de 320 m ² , • l'article 3.2.5.5 de l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2004 qui prévoit que tout écoulement dans le milieu naturel est interdit ; - pour la campagne 2019/2020 : • l'article 3.3.3 de l'arrêté du 27 janvier 2004 qui prévoit le contrôle et suivi du compostage.
Constats : CONFORME La mise en demeure du 18 novembre 2019 peut être levée. un dossier ICPE (mise a jour du plan d'épandage et restructuration) a eu un avis favorable en avril 2021 , un arrêté préfectoral est pris en date du 27 avril 2021. les travaux concernant la fumière sont effectués a ce jour. l'arrêté préfectoral d 'astreinte est suspendu.
Observations : La mise en demeure relative à la défense incendie en date de septembre 2023 reste d'actualité.
Type de suites proposées : Sans suite